

Démocratie

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL À LA CONQUÊTE DES MUNICIPALES DE 2026 : ENTRE IMPLANTATION LOCALE ET STRATÉGIE NATIONALE

Chloé Alexandre, Eddy Vautrin-Dumaine

25/02/2026

À l'approche des municipales de 2026, le Rassemblement national aborde ce scrutin comme un test stratégique majeur : fort d'une dynamique nationale puissante, il cherche à convertir ses scores élevés en véritable implantation locale, afin de transformer l'essai en conquêtes municipales durables et en réseau d'élus structurés. L'enjeu dépasse l'échelon local : ces municipales serviront de tremplin pour les sénatoriales de 2026 et, surtout, pour la présidentielle de 2027, dans un contexte où le RN espère recomposer la droite à son profit. Chloé Alexandre, chargée d'études senior, et Eddy Vautrin-Dumain, directeur de clientèle chez Verian, analysent les enjeux de cette échéance pour l'extrême droite.

À l'aube des élections municipales de 2026, la question de l'ancrage local du Rassemblement national (RN) s'impose avec force et soulève de multiples enjeux tant stratégiques que structurels pour le parti. Malgré des succès électoraux à l'échelle nationale et une capacité à s'imposer comme première force dans une majorité écrasante de petites communes lors des dernières élections européennes, le RN se heurte à un paradoxe persistant : son poids dans les urnes ne se traduit pas par une implantation durable dans les exécutifs locaux. Cette situation interroge sa faculté à convertir une dynamique nationale en ancrage territorial durable, mais aussi, plus fondamentalement, les ressorts de la mobilisation de son électorat, la solidité de son réseau militant et la crédibilité de son projet dans l'exercice concret du pouvoir municipal.

Six ans après la déconvenue des municipales 2020, véritable coup de frein dans sa progression électorale des dernières années, le RN entend monter en puissance à l'échelle locale avec un nombre record de 650 candidatures (contre 400 en 2020 et 600 en 2014). Dès lors, les municipales

de 2026 s'annoncent comme un test majeur : le RN saura-t-il surmonter ses handicaps structurels pour enfin investir le terrain municipal de manière plus large et former un vivier d'élus capables d'incarner durablement ses couleurs dans la vie locale ? Plus que d'élargir le nombre de mairies conquises, l'enjeu est surtout de poursuivre l'implantation et de constituer un réseau solide de cadres locaux, condition essentielle à la structuration d'un mouvement politique à vocation majoritaire à tout type d'élection.

Municipales 2026 : le temps finalement venu de l'implantation locale ?

Une dynamique nationale puissante mais une implantation locale encore fragile

Depuis plusieurs scrutins, le vote RN se caractérise par une corrélation forte et inversée entre le niveau électoral du parti et la taille des communes. Le mouvement demeure en retrait dans les grandes métropoles, mais enregistre des scores élevés dans les communes éloignées des centres urbains.

Lors des élections européennes de 2024, avec 31% des suffrages au niveau national, le RN est ainsi arrivé en tête dans 93% des près de 35 000 communes françaises, majoritairement rurales ou de petite taille¹.

Paradoxalement, bien que le Rassemblement national bénéficie d'un large soutien dans les territoires², il reste peu enraciné dans les institutions locales. Les succès enregistrés lors des élections nationales et européennes contrastent avec ses performances aux scrutins locaux. Par exemple, lors des dernières élections régionales et départementales en 2021, le RN a obtenu respectivement 19% et 18% des voix au premier tour, mais n'a gagné *in fine* que quelques conseillers, sans décrocher de présidence, même dans ses zones de force. Ce contraste important peut s'expliquer par une organisation du parti très centralisée et concentrée autour d'une petite direction, qui a peu favorisé l'émergence de cadres dans les territoires. À cela s'ajoutent les crises internes du passé qui ont entraîné le départ de cadres et de militants qui participaient à l'animation locale du parti³. Autant d'éléments qui ont alimenté un manque d'enracinement qui pèse lourd lors des élections locales : moindre mobilisation de son électorat, moindre capacité à construire des alliances, ce qui conduit à une faible qualification pour les seconds tours et, lorsqu'ils y accèdent, à une difficulté à sortir victorieux des triangulaires ou quadrangulaires.

Les municipales ne font pas exception à cette faiblesse. Certes, le Front national (FN) surprend en remportant en 1995 les villes d'Orange, Marignane et Toulon dans le quart sud-est de la France dans la foulée de la percée de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle de la même année. Mais ces victoires sont aussi le fruit de circonstances locales. Après 2002, le FN traverse une décennie de ressac électoral à l'échelle du pays, tandis que son électorat se tourne vers la droite sarkozyste. Ajoutons que le bilan pour le moins polémique et clivant dans ces trois communes a pu contribuer à couper court au localisme frontiste.

Il faut attendre l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti et le lancement de sa stratégie de « dédramatisation » pour constater un regain d'intérêt du parti à la flamme pour ces élections. En 2014, ses candidats remportent une quinzaine de mairies, notamment en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), dont Fréjus, ainsi que la mairie du 7^e secteur de Marseille, qui recoupe une partie des quartiers nord avec plus de 150 000 habitants. Son butin comptait aussi quelques communes (petites ou moyennes) sur d'autres territoires, comme Béziers (en soutien à Robert Ménard) et Beaucaire en Occitanie, ou encore Hayange dans le Grand Est, Hénin-Beaumont dans les Hauts-de-France, ainsi qu'une série de conseillers municipaux d'opposition dans d'autres villes. Pourtant, à nouveau, la dynamique locale ne prend pas. Lors des municipales suivantes en 2020, le RN est certes facilement reconduit dans ses mairies, mais il n'en obtient pas d'autres et perd même un certain nombre de conseillers municipaux d'opposition. Reste une victoire symbolique : avec la liste conduite par Louis Aliot, Perpignan devient la première ville RN de plus de 100 000 habitants.

2026 : le RN mise sur les municipales pour « donner du poids à la dynamique » pour 2027

Pour les élections municipales de 2026, le RN semble plus investi dans le scrutin et décidé à capitaliser sur sa dynamique, avec un nombre record de listes déposées en nom propre (à date 650 contre 400 en 2020 et 600 en 2014), car les enjeux de ce scrutin sont nombreux pour ce parti.

- **À l'échelle municipale, l'enjeu premier pour le RN reste de conquérir des mairies susceptibles de servir de laboratoires d'une gouvernance locale, dans la perspective affichée d'une future conquête nationale.**

Il s'agit en premier lieu de rompre avec l'image laissée par les expériences passées d'Orange, Marignane ou Toulon et, surtout, de démontrer la crédibilité de son projet politique dans le cadre des compétences effectives d'un maire. À cet égard, bien que le parti ne dirige encore qu'un nombre limité de communes, les quelques villes conquises en 2014 et 2020 feront l'objet d'une attention particulière : le niveau de soutien des habitants au bilan municipal et la capacité des

équipes sortantes à être reconduites, notamment à Perpignan, constitueront des indicateurs décisifs.

Au-delà, il apparaît nécessaire pour le RN de combler son retard structurel en tant que parti de terrain, en construisant un véritable ancrage local grâce aux conseillers municipaux. Ces derniers constitueraient autant d'élus et de cadres formés, capables de représenter le parti auprès des leaders d'opinion de la société civile locale et d'incarner des figures de référence spécifiques à chaque territoire pour les électeurs. Ces élus sont notamment essentiels pour la mobilisation lors des futurs scrutins locaux. Gagner des mairies et des sièges de conseillers municipaux, y compris s'ils sont dans l'opposition, ne représenterait pas seulement une victoire ponctuelle, mais pourrait ainsi générer un effet boule de neige. Une meilleure implantation permettrait, d'une part, de mener des campagnes locales de manière plus autonome, indépendamment de la dynamique nationale, et, d'autre part, de franchir plus facilement les seuils de qualification et de gérer plus facilement les triangulaires ou quadrangulaires lors des futurs scrutins locaux.

- ***Mais d'autres enjeux renvoient finalement bien davantage au tremplin national que pourraient constituer les résultats des municipales pour le RN.***

D'abord, les élections municipales marquent (aussi) l'amorce des élections sénatoriales de septembre 2026, qui renouvelleront de moitié la Haute Assemblée. Le RN, qui est entré dans le jeu institutionnel de l'Assemblée nationale grâce à ses bons résultats aux législatives de 2022 et 2024, pèse peu pour l'instant à la Chambre haute, avec seulement trois sénateurs. Dans la mesure où il s'agit d'un scrutin indirect qui dépend des élus locaux, la conquête des villes ouvre ainsi la porte à la création d'un groupe au Sénat pour poursuivre son intégration à la vie parlementaire. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que le RN soutient certaines listes locales sans accorder d'investiture officielle pour autant, en échange d'un engagement à soutenir les candidats RN lors des prochaines sénatoriales⁴.

Surtout, **à seulement un an de l'élection présidentielle, et dans un contexte de forte défiance à l'égard de la majorité présidentielle, les municipales peuvent se transformer, davantage que d'ordinaire, en chambre d'écho du climat politique national.** Les scores obtenus par le RN et surtout leur traduction en conseillers municipaux et maires seront à double tranchant pour leur dynamique électorale dans la perspective de 2027 : si le parti apparaît comme l'un des vainqueurs du scrutin, il pourra revendiquer ces municipales comme un tour d'entraînement avant la présidentielle. Au contraire, si le RN ne parvient pas à élargir son implantation au-delà de ses zones de force, il se heurtera une fois de plus à la barrière du scrutin à deux tours, au risque d'alimenter le doute chez ses soutiens sur sa capacité à le surmonter en 2027.

Ce pari est d'ailleurs amplifié par le fait que le RN est le parti qui mobilise le plus massivement ses députés et eurodéputés comme têtes de liste (environ un tiers d'entre eux). Faute de cadres locaux disponibles, ces figures nationales restent les plus aptes à incarner une implantation territoriale, à entraîner la dynamique militante et à projeter une image plus lissée et compétente du parti en prévision des débats et de la couverture médiatique du scrutin qui sera faite. Toutefois, un échec électoral fragiliserait leur crédibilité future, alors même que l'élection présidentielle de 2027 demeure l'objectif stratégique prioritaire pour le RN. Ajoutons qu'en dehors du résultat lui-même des élections municipales, cette campagne reste risquée pour le RN : il bénéficie pour l'heure d'une dynamique très positive que la moindre polémique ou dérapage de candidature dans les semaines à venir pourrait venir enrayer, avec un impact au-delà des municipales⁵.

Enfin, dans le cadre de la préparation des échéances nationales, l'élection municipale représente, notamment dans les moyennes et grandes villes, **l'occasion d'éprouver concrètement l'attractivité des candidats RN auprès de la droite de gouvernement, alors que le front républicain ne tient plus qu'à un fil de ce côté de l'échiquier**. Ces villes offrent en effet une diversité de configurations locales susceptibles d'alimenter la stratégie de dédramatisation du parti :

- d'une part, les municipales permettront de jauger **les conditions de réalisation d'une possible « grande union des droites » au niveau des appareils, dans les villes où une alliance serait nécessaire au second tour pour emporter une victoire serrée face à la gauche** (comme à Alençon, Aix-en-Provence, Dijon, Nîmes, Concarneau, Orléans, Mulhouse, Lorient, Périgueux...). Certains cadres de l'Union des droites pour la République (UDR) l'appellent de leurs vœux au second tour⁶, mais l'idée trouve également grâce aux yeux des électeurs Les Républicains (LR) pour lesquels la porosité avec le RN n'est plus perçue comme un problème : l'édition 2026 du **baromètre d'image du Rassemblement national** Verian pour *Le Monde* et *L'Hémicycle* révèle ainsi que 66% des sympathisants LR et 67% de ceux du RN soutiennent l'idée d'une entente pour construire des alliances ou des fusions de second tour. Le cas de Marseille, où Franck Allisio est candidat pour le RN face à Martine Vassal pour LR, sera ainsi à observer : alors que les sondages donnent le candidat RN en mesure de se qualifier au second tour, devant la candidate LR, que fera cette dernière dans l'entre-deux-tours ? Une décision qui pourrait par la suite faire jurisprudence ;
- d'autre part, les municipales permettront d'observer l'évolution du **rapport de force interne à la droite dans les villes où celle-ci est structurellement dominante** (comme à Hyères, Châteauroux, Aix-les-Bains, Chartres, Compiègne, Troyes, Antibes, Beaune, Vichy, Biarritz...). Le même **baromètre** révèle aussi que la popularité actuelle du RN repose en partie sur une ouverture importante et de plus en plus nette des sympathisants LR aux idées du

parti, lui accordant également une crédibilité croissante pour gouverner. Une dynamique qui pourrait potentiellement les conduire à préférer dès le premier tour la candidature RN, notamment dans les villes où la droite fait alliance avec le centre. L'exemple de Nice constituera un test emblématique : Éric Ciotti s'y présente sous l'étiquette UDR avec le soutien ouvert du RN, face au maire sortant Christian Estrosi, soutenu lui par Horizons. Rappelons que dans d'autres scrutins plus favorables au RN comme les européennes, la part du RN dans le total des voix de droite ne cesse de progresser au détriment de LR. Retrouvera-t-on cette évolution désormais dans les scrutins locaux ?

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le RN navigue le vent dans le dos

Bien qu'encore faiblement implanté dans les exécutifs locaux, le RN apparaît aujourd'hui relativement bien accepté, ou à tout le moins ne suscite pas de crispation majoritaire. Toujours selon le **baromètre d'image du RN** réalisé en janvier 2026 par Verian pour *Le Monde* et *L'Hémicycle*, près d'un Français sur trois (31%) serait satisfait d'avoir un maire RN à l'issue du prochain scrutin (contre 41% qui seraient mécontents et 28% indifférents). Mais ce qui frappe, c'est surtout la dynamique observée dans l'opinion au cours des dernières années : cette opinion a progressé de 17 points par rapport à 2020. Le RN bénéficie désormais de l'anticipation la plus favorable pour ces municipales, devant les partis historiquement les mieux implantés localement (22% pour le Parti socialiste et 23% pour Les Républicains), et loin devant La France insoumise (LFI) et Renaissance. L'intérêt pour un maire RN est d'ailleurs assez homogène dans le pays, avec un écart limité de seulement 3 points entre les communes rurales et les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

En parallèle, et contrairement aux élections municipales de 2020 marquées par l'enjeu environnemental dans la foulée de la COP de Paris et des marches pour le climat, **celles de 2026 s'articulent beaucoup autour de sujets plus porteurs pour le RN.** Ainsi, **l'Observatoire des municipales 2026** réalisé par Verian pour la Fondation Jean-Jaurès et *L'Opinion* relève depuis plusieurs mois une forte préoccupation pour les questions de sécurité qui figurent de manière stable dans le top 3 des priorités, à 48%, et ce quelle que soit la taille de la commune. Et si les

électeurs de droite sont majoritairement sensibles au sujet, il est également présent chez un quart à un tiers des électeurs de gauche⁷.

Par ailleurs, comment ne pas avoir à l'esprit que le RN aborde ces élections municipales avec une dynamique électorale nationale inédite ? Celle-ci n'a cessé de progresser au cours des trois derniers cycles électoraux : en dehors des élections locales, le parti n'a eu de cesse d'élargir et de fidéliser ses électeurs jusqu'à devenir un parti ultra favori à l'élection présidentielle, et premier parti de France lors des européennes, mais aussi plus récemment lors des législatives⁸. En dehors des élections, le **baromètre politique** Verian pour *Le Figaro Magazine* montre également que la popularité du parti croît aussi fortement : les bonnes opinions à l'égard du parti de Marine Le Pen passent le palier des 20% dès 2011, puis des 30% à partir de 2022, et s'accroissent jusqu'à 40% depuis 2024, devenant le parti préféré des Français.

La stratégie de « dédramatisation » lancée par Marine Le Pen en 2011 a largement porté ses fruits, permettant aujourd'hui à son parti de disposer d'une image équilibrée entre radicalité et crédibilité. Ce positionnement permet notamment de travailler sa respectabilité auprès des sympathisants LR, dont les hésitations électorales pourraient s'avérer décisives pour les scrutins à venir.

Le point sur les villes à surveiller

Le Rassemblement national a pris des précautions en ne s'avancant pas sur des objectifs chiffrés de conquête. Il semble toutefois à date qu'il ne puisse que progresser. La question est davantage à quel point et dans quelles circonstances. Le mode de scrutin laisse en effet planer des incertitudes, car, pour ces élections municipales, le ticket d'accès au second tour est bien plus modique que pour tout autre scrutin : 10% des suffrages exprimés suffisent à se maintenir et 5% à fusionner (contre 12,5% des inscrits aux législatives). Ceci promet une pléthore de triangulaires, de quadrangulaires, voire davantage qui rendent les pronostics particulièrement hasardeux. Plus l'éparpillement sera important, plus les tractations de lendemain du premier tour seront périlleuses pour le RN qui sera avant tout tributaire des décisions des autres listes.

Les grandes villes pour le symbole : le rêve d'un bingo méditerranéen

Les grandes villes constituent traditionnellement un point faible du RN, la sociologie de ces dernières étant plus naturellement favorable aux partis de droite traditionnels ou à la gauche radicale et aux écologistes pour celles qui accueillent des habitants particulièrement jeunes et diplômés. Pour autant, certaines villes où le RN est bien implanté sont dans le viseur. À **Perpignan**,

conquise en 2020, les chances de réélection de Louis Aliot apparaissent solides⁹. À **Toulon**, la condamnation et la mise à l'écart du maire LR, Hubert Falco, ont fracturé la droite locale, qui se présente en 2026 avec deux candidats. Cette division ouvre une opportunité pour Laure Lavalette, députée du Var et élue municipale d'opposition, qui semble en bonne position pour permettre au RN de reprendre la ville.

Par ailleurs, l'attractivité du RN progresse tendanciellement dans toutes les grandes villes, même s'il part de plus bas. L'alliance avec l'UDR renforce cette dynamique, en facilitant le transfert d'électeurs de droite plus modérés, traditionnellement réticents à voter RN dans les centres urbains. Plusieurs conquêtes symboliques sont ainsi envisageables. À **Nîmes**, la droite LR sortante étant profondément déchirée, la situation paraît ouverte : pour la gauche, si les listes parviennent à s'unir, mais aussi pour le RN – Julien Sanchez, eurodéputé et ancien maire de Beaucaire, étant désormais candidat. À **Nice**, un affrontement fratricide s'annonce entre Christian Estrosi pour Horizons et Éric Ciotti pour l'UDR avec le soutien du RN. Si la prime au sortant donne des points d'avance à Christian Estrosi, Nice compte parmi les trois villes de plus de 100 000 habitants où le RN a fait ses meilleurs scores aux dernières élections européennes, après Perpignan et Toulon, ce qui est de bon augure pour Éric Ciotti. **Marseille** avait basculé à gauche en 2020 à la faveur d'une dynamique d'union de la gauche et des écologistes, dans une quadrangulaire avec la droite et le RN. Ce dernier avait obtenu à l'époque 20% des suffrages. En 2026, d'après les récents sondages, le rapport de force avec LR s'est inversé et Frank Alliso, candidat RN et UDR, pourrait espérer atteindre les 30% et faire jeu égal avec la liste d'union de la gauche du maire sortant Benoît Payan, plaçant LR et Martine Vassal en position d'« arbitre » pour l'issue du scrutin dans la cité phocéenne¹⁰.

Dans la mesure où les grandes villes ne constituent pas les terrains les plus favorables au RN, toute progression les concernant au soir du second tour constituerait déjà un signal de performance significatif. Un tel résultat aurait une portée stratégique : il indiquerait la capacité du parti à élargir son audience au-delà de son électorat traditionnel et à capter une partie des électeurs de droite, condition essentielle pour consolider une dynamique majoritaire.

Les villes moyennes : l'enjeu vital de l'élargissement de sa géographie électorale

Fréjus et **Béziers** restent deux villes que le RN espère conserver sous influence, bien que David Rachline ne puisse conserver l'étiquette RN en raison d'une condamnation et que Robert Ménard se soit éloigné du RN depuis 2020. Fief de Marine Le Pen, **Hénin-Beaumont** est aussi une place forte assurée. Au-delà, les villes moyennes de 20 000 à 50 000 habitants (environ 330 dans le pays)

représentent un terrain de conquête non négligeable si le RN parvient à transposer sa dynamique nationale au local, et profiter dans le même temps du repli des candidats LR. En misant sur sa géographie électorale historique¹¹, le RN peut envisager en premier lieu le gain de nouvelles communes dans le Sud, notamment en PACA (**Marignane, Orange, Allauch, Draguignan, Miramas...**), et dans les Hauts-de-France (**Lens, Lievin, Bruay-la-Buissière, Denain, Coudekerque-Branche, Laon...**). Mais il peut également espérer renforcer son influence dans d'autres zones du pays : dans l'Est (**Saint-Dizier, Forbach**) ou en Occitanie (**Agde, Frontignan, Lunel, Carcassonne**).

Les petites villes de 3500 à 20 000 habitants (environ 2600 communes) représentent un réservoir encore plus large. Le RN y a atteint 35% des voix aux européennes, soit une progression de 10 points par rapport à 2019. On y retrouve sa géographie électorale particulière avec des scores qui montent jusqu'à 45% dans le **Var**, le **Vaucluse** et dans les **Hauts-de-France**, mais aussi dans **l'Aude**, le **Gard** et les **Pyrénées-Orientales** en Occitanie, ainsi que dans les **Ardennes** à l'est. S'y ajoute une dynamique nouvelle dans des départements ruraux comme la **Haute-Loire** (+16 points), le **Cantal** (+14 points), la **Loire** (+12 points), **l'Allier** (+12 points), le **Cher** (+12 points) et **l'Indre** (+13 points). Au total, sur cette strate de communes, le RN dépasse les 50% dans la moitié d'entre elles.

Le potentiel dans les petites villes et villes moyennes est donc réel, mais doit être relativisé : contrairement aux européennes, les municipales obéissent à une logique locale où le parti ne maîtrise pas seul les conditions de sa victoire. À moins de s'imposer dès le premier tour, le RN demeurera dépendant des arbitrages des autres listes dans l'entre-deux-tours, ce qui peut limiter sa capacité à transformer son niveau électoral en conquêtes effectives.

Il n'en reste pas moins que ces villes moyennes constituent un enjeu central : une série de victoires dans ces territoires offrirait au parti une assise nouvelle et crédibiliserait l'idée d'un ancrage municipal en expansion.

Les petites villes et les villages : l'enjeu de la mesure de l'influence du Rassemblement national

Dans les villages, les campagnes municipales se déroulent souvent autour de listes sans étiquette, voire de listes uniques dans les plus petites communes. Si le RN dispose d'un électorat solide dans ces territoires, comme le confirment les élections nationales et européennes, sa conversion en mairies demeure plus difficile à évaluer.

Ainsi, théoriquement, les listes RN aux européennes en 2024 ont obtenu en moyenne 39% dans les communes de moins de 3500 habitants, et plus de 50% dans un tiers d'entre elles. Les scores les

plus importants ont été enregistrés dans les **Hauts-de-France** et le **Grand Est**, deux régions qui ont fourni un grand nombre de députés RN en 2024. C'est dans cette perspective que le parti a mis en place une stratégie de parrainage visant précisément ces communes rurales.

Dans ces territoires, mesurer le succès ou l'échec du RN sera difficile au soir du second tour, en raison de l'absence fréquente d'étiquette partisane. L'évaluation d'un éventuel ancrage ne pourra donc se faire que dans un second temps, lors des élections sénatoriales, à travers le vote des grands électeurs, en particulier celui des nouveaux conseillers municipaux issus de ces territoires ruraux.

Si plusieurs sénateurs RN venaient à être élus depuis ces circonscriptions, cela constituerait une preuve tangible de l'influence acquise dans les villages et de la capacité du parti à structurer un réseau d'élus locaux, même sans identification partisane explicite aux municipales.

1. Alexandre Poussart, « Géographie du vote aux européennes : le RN en tête dans 93% des communes », *Public Sénat*, 10 juin 2026.
2. Il existe un débat sur le ressort réel du vote RN en territoire rural : effet de la sociologie des habitants ou effet direct du territoire ? Voir par exemple Kevin Brookes, « Pour quelles raisons le vote RN est-il aussi fort dans les zones rurales ? », *Slate*, 14 septembre 2023 et Olivier Bouba-Olga et Vincent Grimault, « Non, le RN n'a pas réalisé de raz-de-marée dans les campagnes », *Alternatives économiques*, 17 juin 2024.
3. En 1999 avec la scission de Bruno Mégret, ou en 2017 avec Florian Philippot, sans compter les démissions/exclusions régulières de profils trop polémiques d'élus et de responsables régionaux.
4. Rassemblement national, *Municipales 2026 : le RN lance une charte de soutien*, communiqué de presse, 3 décembre 2025.
5. On pense, par exemple, début février 2026 à l'évacuation rapide du candidat RN Christian Richaud Simoni à Carpentras après l'exposition de tweets racistes.
6. Le cas de la municipale anticipée à Dreux en 1983 fait partie de cette mythologie de l'union des droites : événement précurseur et isolé, le Rassemblement pour la République (RPR) avait mis de côté le barrage républicain cette année-là pour s'allier avec le FN et s'assurer de remporter la ville face au Parti socialiste (PS). À ceci près qu'à époque le RN avait incarné l'appoint au RPR permettant la victoire ; or, en 2026, le rapport de force est plutôt inverse. Ainsi même si Les Républicains pourraient être tentés sur le fond, certains freinent aussi stratégiquement, craignant de se faire aspirer par le RN. Voir par exemple « Valérie Pécresse refuse toute alliance avec le Rassemblement national : « La droite n'est pas à vendre » », *Le Monde* avec AFP, 14 décembre 2025.
7. Stewart Chau, *Accès aux soins : l'urgence au cœur des municipales*, *Fondation Jean-Jaurès*, 22 janvier 2026.
8. Si la sociologie de l'électorat RN conserve quelques traits de structure typique, les chercheurs s'interrogent désormais sur sa capacité à aller toucher des profils au-delà, faisant du RN un embryon de parti « attrape-tout ». Voir Gilles Ivaldi, « Le Rassemblement national entre forces et faiblesses », dans Anne Muxel et Bruno Cautrès (dir.), *Le vote sans issues. Chroniques électorales 2024*, Presses universitaires de Grenoble/UGA éditions, 2025, pp. 169-180.
9. Enquête « *Le climat politique à Perpignan* » réalisée par l'Ifop pour *L'indépendant*, menée auprès d'un échantillon de 501 personnes représentatif de la population de Perpignan âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales. Les interviews ont été réalisées par téléphone du 26 novembre au 3 décembre 2025.
10. Marseille fait l'objet d'une incertitude supplémentaire sur les tractations de second tour compte tenu du changement de mode de scrutin spécifique à Paris, Lyon et Marseille et qui sera inauguré pour cette édition 2026.

11. Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach, *Municipales : géographie de l'implantation des listes du Rassemblement national*, Fondation Jean-Jaurès, 12 mars 2020.